



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM 2020-08 - Séance du 19 février 2020

ACTES

2. Urbanisme

2.2 Actes relatifs aux droits d'occupation et d'utilisation des sols

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	23
25	18	23	Contre	0
			Abstention	0

L'an 2020, le dix-neuf février à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 13 février 2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 13 février 2020.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, MARTY Philippe, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, RAMORA Anna, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : MARTINEZ Mickaël pour RODENAS François, DESTAILLATS Aline pour CONTENSEAU Carole, SOULIER Alain pour MARTY Philippe, MONIN Séverine pour BASSO Béatrice, DURIX Olivier pour MAZOLLIER Elisabeth.

Absents : SIMAR Morgan et FOUREL Sylvain.

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM 2020-08 – URBANISME : AUTORISATION DE DEPOT D'UN PERMIS DE CONSTRUIRE VALANT AUTORISATION DE TRAVAUX

Monsieur David RIBEIRO, adjoint au maire délégué à l'urbanisme et travaux rapporte que par délibération DLM 2019-22 en date du 19 mars 2019, le conseil municipal a approuvé l'acquisition de la maison sise 30 rue de la République à Baillargues, sur la parcelle cadastrée AH 0100.

Cette acquisition s'inscrit dans la politique patrimoniale de préservation et de mise en valeur du centre historique menée par la commune.

Situé à proximité directe de l'église Saint Julien et de l'Hôtel de Ville, ce bien constitue un enjeu architectural pour la ville. Il représente également un enjeu fonctionnel dans le cadre du développement de celle-ci : il est ainsi destiné à accueillir prochainement des services municipaux.

Des travaux s'avèrent indispensables à l'atteinte des deux objectifs précédemment exposés. Ils consisteront essentiellement en la rénovation des façades et en l'aménagement intérieur de cette maison d'environ 95 m² disposant d'une terrasse qui accueillera à terme des bureaux et un espace d'accueil du public. Ces travaux mèneront au changement de destination du bâtiment dont une partie sera requalifié en Établissement Recevant du Public (ERP).

Conformément à l'article R421-14 du Code de l'urbanisme et aux articles R111-19-13 à R111-19-15 du Code de la construction et de l'habitation, ces travaux sont soumis à l'obtention d'un permis de construire valant autorisation de travaux.

Il est donc proposé au conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le maire à engager l'ensemble des procédures en vue de la réalisation de la rénovation de la maison sise 30 rue de la République ;
- d'autoriser Monsieur le maire à déposer une demande de permis de construire au nom de la Commune.

Le conseil municipal ouï l'exposé de Monsieur David RIBEIRO et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** Monsieur le maire à engager l'ensemble des procédures en vue de la réalisation de la rénovation de la maison sise 30 rue de la République ainsi qu'à déposer une demande de permis de construire au nom de la Commune.

Pour extrait conforme,
Le 25 février 2020,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.